

Nous disons NON aux nouvelles musiques du nationalisme breton

Plusieurs grands sujets ont nourri les conversations en Bretagne durant l'été. D'abord la météo évidemment. Avec une pointe d'agacement fort compréhensible concernant sa présentation télévisuelle. Il a fait plein soleil durant le mois de juillet, ce qui n'était pas le cas sur toute la France. Mais alors c'était beau temps sur l'ouest, les côtes de la Manche ou de l'Atlantique, mais rarement sur la Bretagne. Mais par contre, au début août, quand la pluie a fait son apparition, c'est évidemment sur la Bretagne qu'elle est venue. Tout cela est anecdotique mais, quand même, manque de psychologie.

La fréquentation touristique a été plutôt bonne. Mais les commerces et les restaurants ont accusé une faiblesse des dépenses. Les réalités d'un pouvoir d'achat en réduction, le chômage, l'incertitude du lendemain, tout cela pèse sur le comportement quotidien. Il devient de plus en plus incompréhensible à tous, salariés, retraités, artisans, commerçants, paysans que les autorités gouvernantes refusent de mettre en œuvre une politique visant à relancer l'économie par l'augmentation de la demande solvable avec l'augmentation du pouvoir d'achat. Ce refus obstiné est de plus en plus mal ressenti et conduira tôt ou tard à des explosions sociales inévitables.

Evidemment les projets de redécoupages territoriaux ont aussi fait l'objet des échanges de l'été. Les associations sont directement concernées. En effet communes, départements et régions sont les bases d'appui majeures pour les activités multiples de ces organisations qui mettent en œuvre très souvent des collectifs de bénévoles utilisant des locaux et matériels alloués gracieusement. L'avenir de ces bases démocratiques que sont les collectivités territoriales est donc, fort logiquement, un sujet de préoccupation. Et l'on comprend leur irritation quand ils entendent les couplets égrenés par les médias selon lesquels les structures de base de la pyramide de la démocratie seraient trop coûteuses.

A l'évidence, ce n'est pas dans ces assemblées élues du peuple citoyen qui font vivre tant de secteurs utiles à la société, écoles, routes, stades, gymnases, centres culturels, centres sociaux... ce n'est pas vers elles qu'il faut se tourner pour grappiller de l'argent mais vers les banques et autres sociétés qui annoncent sans scrupules 15% d'augmentation de leurs milliards sur l'année écoulée.

En Bretagne, une question spécifique a refait surface à l'occasion des découpages territoriaux. Il s'agirait, nous dit-on, de l'identité de la région. Pour notre part, nous n'avons pas de problème avec cette question. Nous exprimons mensuellement la Bretagne historique dans notre journal. Et si ça ne correspond plus à l'administration générale de la France depuis Pétain, puis De Gaulle, puis Giscard, puis Mitterrand, puis Chirac... cela ne change rien au fait historique. La Bretagne et ses grandes villes ont mis en œuvre des coopérations avec

la région des pays de la Loire.

Ceci se fait à la satisfaction des populations qui peuplent ces villes et ces territoires. Les universités des deux régions ont décidé de se fédérer en une Communauté d'Universités et d'Etablissements dite « ComU », qui réunira 28 universités et établissements de Bretagne et 31 des Pays de Loire avec au total 170 000 étudiants et 6 600 chercheurs. Dans divers domaines comme la santé, la mer ou l'agriculture des coopérations sont déjà bien engagées entre Nantes, Angers, Rennes et Brest.

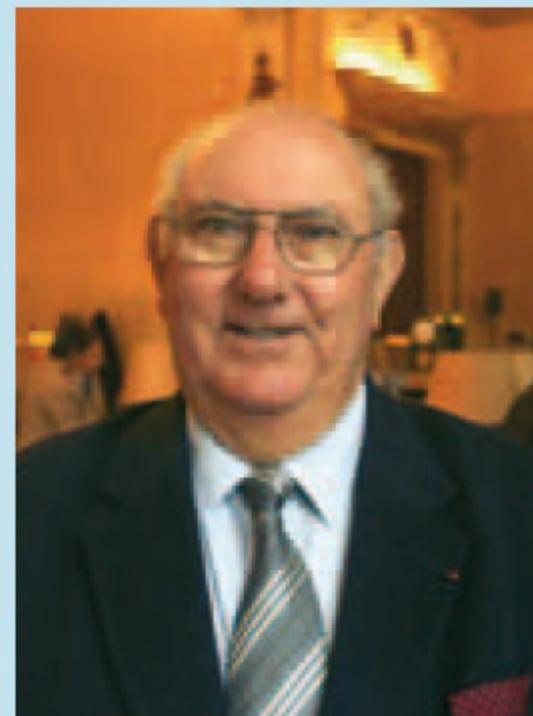
Cette voie de la coopération ne semble pas satisfaire tout le monde. Ainsi des voix se sont fait entendre pour une intégration à tout prix de

la Loire Atlantique à la Bretagne. Et l'on est en droit de se demander ce qu'ils visent avec cette insistance. S'agit-il de renouer avec les courants des nationalistes bretons qui ont fait tant de mal

à la Bretagne et aux Bretons en s'alliant avec les Nazis pour tenter d'obtenir l'indépendance de la Bretagne ? On a peine à y croire alors qu'on voit ces derniers temps dans les manifestations en Bretagne réapparaître le drapeau des S.S. de la Bezen Perrot !

Il est pourtant un fait révélateur et qui doit être connu des Bretons : le chanteur Alan Stivel a écrit une lettre aux députés pour leur demander à tout prix de voter pour une Bretagne à cinq départements. Et il avoue naïvement ce que les autres n'osent pas dire, c'est que « la Bretagne est une nationalité sans Etat ». Voilà qui est clair. L'objectif est une Bretagne dotée d'un Etat et donc indépendante de la France.

En ce qui nous concerne, nous avons toujours été sans ambiguïté sur cette question et nous rappellerons sans cesse notre position affirmée en 1966 : « **Nous sommes des Français à part entière et nous entendons le demeurer** ». Nous nous faisons un devoir d'informer et d'éclairer nos adhérents et nos lecteurs afin qu'ils ne se laissent pas tromper par des musiques d'apparence sympathique et entraînant. En aucun cas nous ne nous laisserons entraîner derrière ceux qui aspirent à dépecer la France qui est « *le problème de la Bretagne* » selon le président de l'institut de Locarn. Son tort est d'être frondeuse et d'aspirer à la vraie démocratie avec un niveau social marqué du sceau de l'égalité. Cela nous paraît une bonne voie d'avenir.



Par Jean Le Lagadec